

BULLETIN D'ANALYSE DE PROTECTION

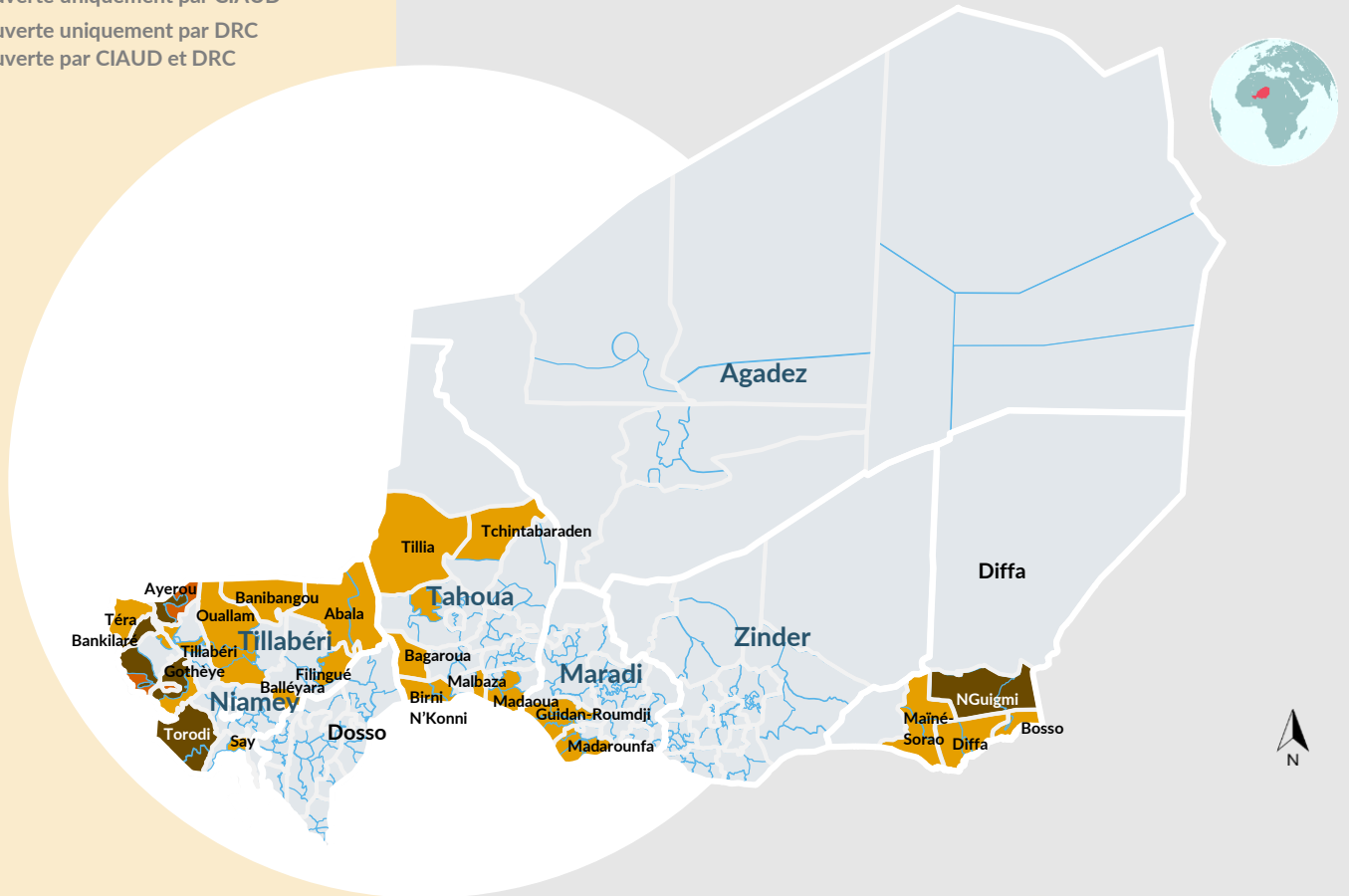
NIGER

RÉGIONS : DIFFA, MARADI, TAHOUA ET TILLABERI

PÉRIODE : JANVIER- MARS 2024

ZONES DE COUVERTURE DE COLLECTE DE DONNÉES

- Commune couverte uniquement par CIAUD
- Commune couverte uniquement par DRC
- Commune couverte par CIAUD et DRC



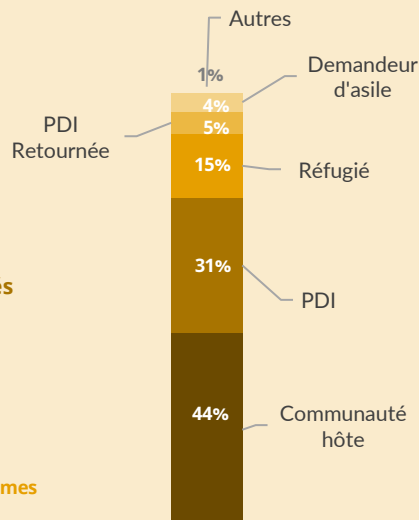
CHIFFRES CLÉS

1 218 Entretiens au total

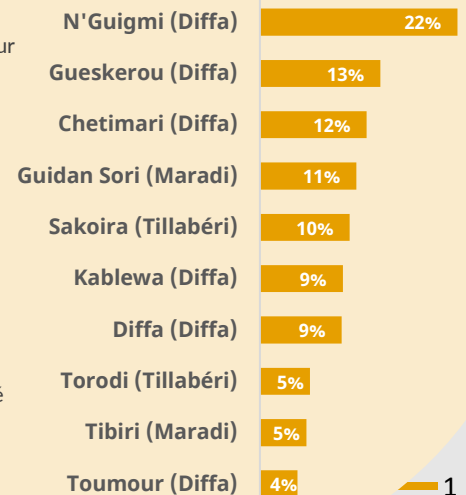
812 Ménages

406
Informateurs Clés

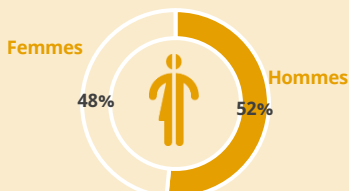
Statut par répondant



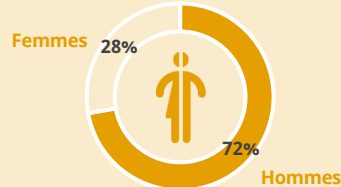
Nombre de répondants par commune (Top 10)



Ménages



Informateurs clés





Tillabéri

La situation de protection dans la région reste particulièrement influencée par la dynamique transfrontalière de la crise sécuritaire au cours du premier trimestre 2024. Lors des entretiens, les informateurs clés affirment que la pression des opérations militaires sur les GANE de part et d'autre des trois frontières (Niger-Mali-Burkina Faso), a conduit les éléments de GANE à opérer un repli dans les nouvelles zones dans la région de Tillabéri (Tamou, Parc W, Kollo). **43% des répondants ménages disent ne pas se sentir en sécurité au premier trimestre 2024 contre 35% sur la même période en 2023.** 137 incidents de protection ont été documentés entre janvier-mars 2024 contre 146 incidents sur la même période en 2023. L'analyse triangulée de ces données révèle que l'environnement de protection n'a pas connu une amélioration au cours de cette période. Il ressort également que deux tendances inquiètent particulièrement les communautés. Il s'agit notamment **des assassinats ciblés de personnes civiles perpétrés par les GANE et les incidents liés aux engins explosifs improvisés.** Au total 40 personnes civiles ont été enlevées et/ou assassinées au cours de cette période. Contrairement autres régions, à Tillabéri, **les GANE ne demandent pas de rançons. Les informateurs clés affirment que 98% des personnes enlevées sont assassinées par les ravisseurs.** Seul 2% réussissent à s'échapper soit d'eux-mêmes ou à la suite d'opérations militaires.



Diffa

Au premier trimestre 2024, le contexte sécuritaire et de protection dans la région de Diffa reste alarmant. **L'activisme des GANE se caractérise par la persistance des enlèvements de personnes contre demandes de rançon et une tendance en hausse des agressions sexuelles et viols perpétrés contre la quasi-totalité des femmes/filles victimes d'enlèvements de la part des GANE.** Selon les témoignages des survivantes rescapées des enlèvements, les membres des GANE violent les femmes/filles dont les rançons sont payées et marient de force celles qui restent entre leur mains faute de paiement de rançons. 28% des personnes interviewées disent ne pas se sentir en sécurité dans la région de Diffa contre 36% à la même période en 2023. 222 incidents de protection ont été documentés au premier trimestre de 2024 contre 445 incidents sur le même période en 2023. **La baisse du nombre d'incidents et du sentiment d'insécurité dans la région de Diffa au premier trimestre laisse entrevoir une accalmie.** Toutefois, la hausse continue du nombre d'enlèvements de personnes contre demande rançons (65 cas entre janvier-mars), affecte considérablement l'environnement de protection au sein des communautés.



Maradi

L'environnement sécuritaire et de protection dans la région de Maradi a connu un tournant majeur à la suite d'une attaque ayant visé une position militaire au mois de février 2024. **Il ressort des entretiens avec les communautés que cette attaque inédite dans la région depuis 2019 laisse penser à l'implantation de nouveaux GANE.** Au premier trimestre 2024, 15% des personnes interviewées disent ne pas se sentir en sécurité contre 13% sur la même période en 2023. Au total, 78 incidents de protection ont été documentés ayant fait plus 150 victimes/survivants (es) directes y compris des femmes et des enfants. 28 personnes ont été victimes d'enlèvements contre demande de rançons par les GANE dont 6 enfants (4 filles et 2 garçons). **La dégradation de l'environnement de protection entraîne des conséquences néfastes sur la sécurité et le bien-être des populations qui peinent à entrevoir la fin du calvaire qu'elles vivent depuis de nombreuses années maintenant.**



Tahoua

La région de Tahoua s'est distinguée au cours de ce premier trimestre 2024, par **la multiplication des incidents liés aux extorsions des biens en nature et en espèce de la part des groupes armés.** Au total 189 incidents ont été documentés au cours de cette période dont au moins 75% constituent uniquement d'extorsions de biens de plus 1500 têtes de bétails (gros et petits ruminants) et plus 9 millions FCFA en espèces appartenant aux membres de la communauté. 14% des répondants ménages interrogés disent ne pas se sentir en sécurité au premier trimestre contre 16% sur la même période en 2023. Il faut noter aussi la prévalence des incidents liés aux agressions physiques et les assassinats ciblés des personnes influentes au sein des communautés. L'analyse des données révèle également **la fréquence des tensions intercommunautaires liées au partage des ressources dans la zone nomade et des mouvements transfrontaliers en provenance du Mali et du Nigeria.**

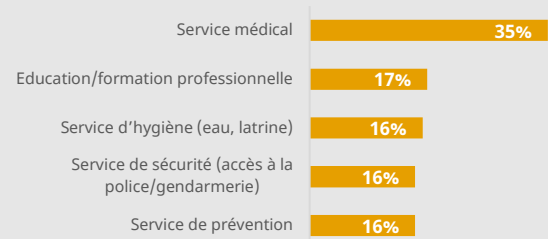
I. PROTECTION DE L'ENFANT

Le contexte sécuritaire et humanitaire sévère observé au cours du premier trimestre de l'année 2024 n'est pas sans conséquences sur l'environnement de protection des enfants au sein des communautés affectées. Selon les données de protection collectées au cours de cette période les incidents ciblant directement les enfants (enlèvements, assassinats, agressions etc), persistent et ont un impact physique et psychologique/émotionnel grave sur les enfants et leurs familles.

Pendant la période sous revue, le monitoring a dénombré **307 enfants victimes/survivants (es) directes d'incidents de protection dont 123 filles et 184 garçons de la tranche d'âge comprise entre 6 et 16 ans**. Les typologies d'incidents sont entre autres 55 cas d'enlèvements d'enfants contre demandes de rançon dont 91% des cas rapportés dans la région de Diffa et 9% à Maradi), 5 cas de meurtres/assassinats, 6 cas de viols sur mineurs (Diffa, Tahoua), 66 cas de mariages d'enfants (Tahoua, Tillabéri et Diffa), 103 cas d'agressions physiques et violences psychologiques et 34 cas de dénis de ressources. Ces incidents sont documentés et au moins 65% des victimes/survivants (es) ont bénéficié de référencement auprès des services de prise en charge disponibles.

Dans ce contexte les répondants informateurs clés estiment que 35% (voir graphique ci-dessous) des services disponibles pour les enfants sont les soins médicaux, 9% les services de préventions et seul 2% les services de soutien psychosocial. Selon, les mêmes répondants, **les acteurs qui offrent une prise en charge et un soutien aux enfants sont entre autres les familles (43%)**, les acteurs humanitaires (29%), les autorités (14%), d'autres membres de familles (14%) etc.

Principaux services disponibles pour les enfants



II. ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

Lors des entretiens individuels, les informateurs clés affirment qu'une plus grande implication des communautés dans la planification et la délivrance des réponses pourrait alléger les souffrances des populations vulnérables.

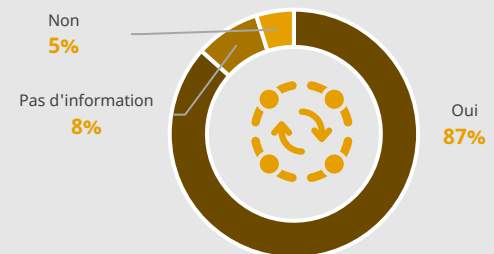
L'analyse des données trimestrielles montre que les besoins des communautés en matière d'information, d'engagement et de participation à la réponse humanitaire ainsi qu'aux activités de protection avec les services existants sont des priorités.

26% des répondants ménages au premier trimestre disent n'avoir aucun moyen de communiquer les doléances, plaintes et/ou suggestions sur l'aide humanitaire délivrée dans leur communauté contre 19% à la même période en 2023. Cela montre le besoin croissant des communautés à communiquer, à interagir avec les acteurs, à être intégrées dans tout le cycle de programmation.

48% des répondants ménages disent ne pas recevoir d'informations sur les services d'assistance et réponses de protection disponibles de la part des acteurs. Dans ce contexte, 87% (voir graphique ci-dessus) des répondants ménages souhaitent être consultés/impliqués dans les activités de réponses humanitaires et de protection dans leurs zones respectives.

A cet effet, les canaux préférés sont entre autres les leaders communautaires (65%), les structures et acteurs communautaires 12% et les acteurs en présence 7%.

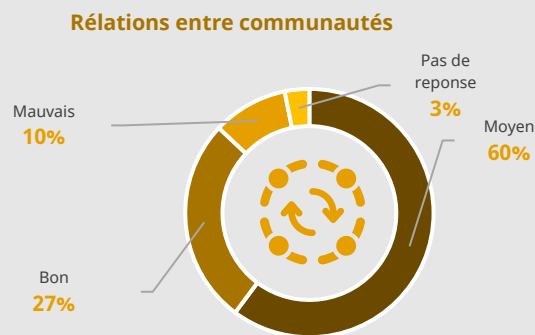
Consultation et implication dans les activités d'aide humanitaire



III. SOLUTIONS ET INTEGRATIONS

Les tensions intercommunautaires persistantes en ce début d'année est une source d'inquiétude majeure au sein des communautés. Cela amplifie les craintes des populations sur la cohabitation pacifique à court et moyen terme et pourrait mettre à mal la recherche des solutions durables notamment l'intégration locale des déplacés forcés (PDI, réfugiés).

Il ressort des données du premier trimestre 2024 qu'il existe des inquiétudes sur le retour des déplacés forcés soit dans les zones d'origine dans les régions de Tillabéri et Diffa et/ou en mouvements secondaires dans les zones d'accueil. 40% des répondants ménages disent que ces inquiétudes sont liées à la méfiance entre communautés, 36% à la pression sur les ressources naturelles et services sociaux, 24% aux tensions liées aux logements, terres et biens. Seuls 10% des répondants ménages affirment avoir effectué au moins un mouvement au cours des 30 derniers jours précédents les enquêtes. **Toutefois, les données montrent une hausse des mouvements retours dans les villages d'origine qui représentent 15% des mouvements effectués sur la période contre seulement 6% sur la même période en 2023.** Bien que le retour dans les villages d'origine soit l'option préférée et exprimée par les communautés lors des entretiens, cela reste toujours conditionné par le maintien de la sécurité, la réhabilitation des services sociaux de base et l'appui à un relèvement précoce des ménages.



IV. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE

Selon les données de mise à jour des messages clés du Famine Early Warning System Network (FEWS NET) de mars 2024, l'épuisement précoce des stocks alimentaires des ménages, combiné à la hausse atypique des prix des denrées alimentaires, limite l'accès à la nourriture pour un nombre croissant de ménages.

Dans les régions de Tahoua et de Tillabéri, touchées par le conflit, par exemple, les ménages pauvres, à court de stocks de céréales et confrontés à peu d'opportunités économiques de gagner un revenu, s'engagent dans des stratégies négatives d'adaptation à la crise pour accéder à la nourriture.

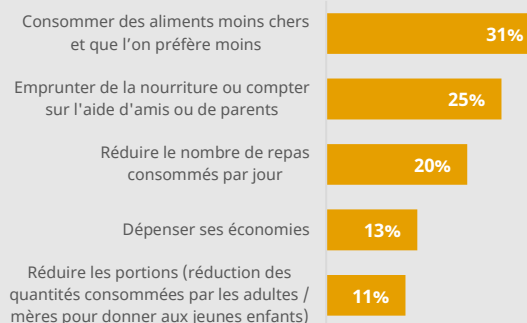
Les ménages des régions de Diffa et de Maradi connaissent également des déficits, mais ceux-ci sont en train de se réduire grâce à la poursuite d'une assistance alimentaire suffisante pour couvrir au moins 25% des besoins de plus de 50% des ménages. Donc stressé (IPC Phase 2), sont attendus dans ces départements.

L'analyse triangulée de ces données avec celles de la protection au premier trimestre 2024 est alarmante sur les perspectives à court terme dans les zones d'accueil des déplacés forcés. Lors des entretiens, les communautés évoquent aussi la période de soudure qui se profile à l'horizon et les incertitudes sur la régularité de l'assistance alimentaire.

La volatilité de la situation sécuritaire (attaques, enlèvements, extorsions des biens, etc), complique davantage la mobilité des populations qui ont de moins en moins accès aux centres urbains et points de ravitaillements en vivres et moyens de subsistances comme les marchés hebdomadaires ainsi que les commerçants locaux. 18% des répondants ménages affirment rencontrer des restrictions de mouvement au cours de cette période pour des raisons liées aux activités des GANE, la présence des mines ou munitions non explosées sur les axes routiers.

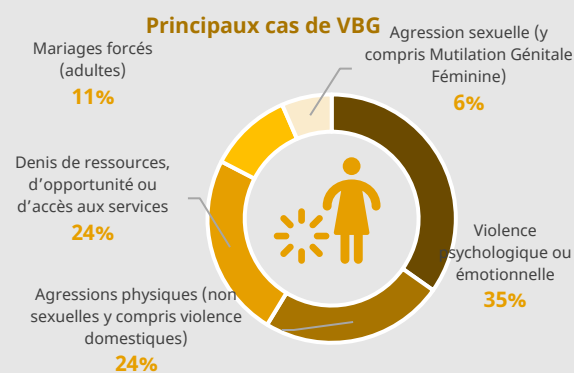
Dans ce contexte, les résultats des entretiens avec les informateurs clés révèlent que **plusieurs stratégies sont adoptées par les communautés pour pallier le manque de nourriture dont, entre autres, la consommation des aliments moins chers et accessibles (46%), les emprunts auprès des particuliers (30%), la réduction du nombre de repas (14%), la réduction des dépenses secondaires (santé, éducation, habillement etc).**

Principales sources de revenus



V. VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (VBG)

Les préoccupations liées aux violences basées sur le genre continuent d'être rapportées par les sources du monitoring de protection. 9% des répondants informateurs clés disent avoir constaté une augmentation du nombre d'incident liés aux VBG au cours des 30 derniers jours précédents les enquêtes. La situation reste globalement inquiétante, au cours des trois premiers mois de l'année où **93 incidents VBG ont été rapportés et documentés dans les quatre régions (Diffa, Maradi, Tillabéri et Tahoua)**. Ces incidents sont entre autres **19 cas de viols, 53 cas d'agressions physiques/sexuelles, 11 cas de mariages d'enfants, 2 cas de dénis de ressources et 8 cas de violences psychologiques**. Au moins, **80 survivants (es) sont enregistrés dont 85% sont des femmes/filles**. 75% des cas ont bénéficié de référencement auprès des services de prise en charge.



Il ressort des données collectées sur la période une augmentation toujours constante du nombre de cas d'agression physique et de violences psychologiques. Lors des entretiens, les répondants informateurs clés évoquent les tensions qui existent au sein des ménages et des communautés pour expliquer la prévalence de ces typologies d'incidents.

17 % des répondants informateurs clés estiment que les survivants (es), n'ont pas accès aux services de prise en charge et les raisons évoquées sont entre autres l'inexistence/insuffisance des services (73 %), distances avec les services (18 %), aucun service disponible (9 %). Pour ce qui est de la satisfaction des survivants (es) en lien avec les différents services, **30 % des répondants informateurs clés estiment que les services d'aide légale ne sont pas satisfaisants, 27 % les services d'aide sociale et 43 % les services d'aide médicale, santé mentale et soutien psychosocial.**

OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DU MONITORING DE PROTECTION

Financé par le FCDO (Foreign, Commonwealth & Development Office), et co-piloté par le HCR et le DRC au niveau régional et dans les pays (Niger, Mali, Burkina Faso et Tchad), le projet de monitoring régional de protection (P21) représente un outil inter-agences complémentaire aux autres mécanismes de collecte de données de protection dans les régions du Niger affectées par la crise sécuritaire et humanitaire (collecte d'incidents, référencement, sensibilisation). Ce système complémentaire permet de produire des analyses de protection basées sur des données de perception collectées dans quatre régions du Niger (Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri). Ces analyses visent à améliorer la compréhension de l'environnement de protection au Niger et à :

- **Soutenir les acteurs de la protection dans la mise en œuvre de programmations fondées sur des données probantes ;**
- **Contribuer à une meilleure coordination opérationnelle et transfrontalière ;**
- **Appuyer les efforts de mobilisation de ressources.**
- **Promouvoir un plaidoyer commun pour une prise de conscience accrue au niveau régional et global concernant la crise des déplacements forcés.**

Deux outils de collecte ont été développés et déployés pour recueillir des données de perception : un questionnaire destiné aux **ménages** et un autre pour les **informateurs clés**. Au total, **67 moniteurs** sont déployés dans les zones affectées par la crise sécuritaire et humanitaire au Niger, réparties dans les quatre régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri, avec pour mission la collecte continue d'informations sur le terrain. Chaque cycle mensuel de collecte est clôturé le 5 du mois suivant.

L'échantillonnage est réalisé en deux niveaux. Le premier niveau consiste à sélectionner aléatoirement 10 % des localités accessibles ou partiellement accessibles des communes surveillées chaque mois. Toutefois, afin de simplifier cette tâche récurrente, la sélection est réalisée sur une base trimestrielle. Au second niveau, le moniteur sélectionne :

- Quatre ménages dans chaque village via une procédure de marche aléatoire à partir d'un point de départ fixe, tel qu'une mairie, une école, un centre de santé, un arbre à palabre, le palais d'un chef, etc. Afin de maintenir un équilibre de genre, les ménages choisis comprennent deux chefs de ménage masculins et deux épouses de chefs de ménage.
- Deux informateurs clés, un homme et une femme par localité.

Les questionnaires sont administrés en face-à-face dans les localités accessibles et par téléphone dans celles plus difficiles d'accès, en veillant à ne pas compromettre la sécurité des moniteurs et des personnes interrogées. Les partenaires responsables de la collecte de données sont CIAUD et DRC.